

Lettre ouverte à M. le « Pazenkor-Président »

Tribune – Tribune libre - Régis Michel, Journaliste - Réalisateur TV – 18/01/10

Le 15 septembre dernier, je recevais des lettres de Madagascar. A leur lecture, plagiant Boris Vian, je vous écrivais ces mots : « *Monsieur le Pazenkor-Président, je vous fais une lettre que vous lirez peut-être si vous avez le temps...* avant de poursuivre par *»je viens de recevoir des images de votre pays, des photos d'amis et des emails, des témoignages de crise qui m'ont brisé le cœur..."*. Deux de mes amis malgaches m'avaient en effet envoyé des photos récentes de leur famille. Elles étaient accablantes ! Par email, l'un m'avait expédié l'image du nouveau-né dont la maman était bien maigre, le second m'avait proposé des photos d'un famadihana que la famille avait malgré tout pu organiser. Combien la fête avait l'air triste ! Sur ces images, tous avaient le visage creusé, des rides nouvelles et le sourire en berne. Oui, sur ces photos, après 10 mois de crise, mes amis malgaches n'étaient plus les mêmes ! Ceux que j'avais quittés bien portants et confiants un an plus tôt étaient bien amaigris et tristes. Résignés, sans espoir... Combien avaient-ils perdu ? 5, 10, 15 kg ? Chaque jour, il y avait, à l'évidence, un peu moins de riz dans leurs assiettes.

Andry, je me permettais ainsi de vous interpellier car nous nous étions déjà rencontrés. C'était en décembre 2007 peu avant votre élection à la mairie de Tana. Vous étiez un jeune et brillant candidat en campagne. J'étais venu vous interviewer et vous filmer pour une émission d'Arte, la chaîne de télé franco-allemande. Cette fois-là, je vous avais appelé « *Andry* » tout simplement mais aujourd'hui, le prénom seul, sans doute, ne convient pas. Je suis désolé, je ne sais donc comment vous nommer : « *Président* » ? Certains vont crier si fort que je les entendrai de France mais vos partisans pensent à l'inverse que ce titre vous revient. Je ne suis pas juriste mais seulement journaliste et je me dis, moi, que le titre importe peu, que seul l'homme compte ! Je me permets donc de vous affubler de ce « *Pazenkor-Président* », ironique mais pas irrévérencieux, soyez en sûr.

Président de la République, vous ne l'êtes pas encore tout à fait. Peut-être le serez-vous un jour mais quel président serez-vous ? Un démocrate visionnaire, un autocrate mégalomane, un républicain convaincu, un dictateur galonné ? Il y a tant de modèles en rayon qu'il est important de ne pas se tromper.

Vous voulez rester dans l'histoire, œuvrer réellement pour votre pays et seulement pour votre pays ? Ce devrait être la seule ambition de ceux qui nous gouvernent ! Alors, n'écoutez plus autour de vous ceux qui ne désirent le pouvoir que pour ce qu'il leur apporte, n'écoutez pas les « faucons » partisans de l'affrontement mais prêtez l'oreille aux vieux sages de votre village qui vous enseigneront la sagesse.

Début octobre, c'est une amie vazaha qui m'appelait de Roissy, à son retour de Mada. Ruinée et démoralisée, elle sanglotait au téléphone... l'heure est grave pour tous les habitants de la Grande Ile ! Andry, en êtes-vous réellement conscient ?

Lors de notre rencontre, il y a bientôt deux ans, vous m'aviez dit être très préoccupé par la situation quotidienne des malgaches. Votre inquiétude a donc dû grandir au rythme des événements dont vous êtes le principal acteur.

Je vous avais trouvé ambitieux et déterminé. À distance, à la lecture des journaux, avouons-le, je vous retrouve mégalomane et entêté... Vous nous aviez alors dit que vous vous mettiez au service du pays, de vos concitoyens, en lutte contre la pauvreté, la corruption et tous les maux qui minent le pays. Vous m'avez l'air aujourd'hui surtout préoccupé par vos seuls intérêts...

Or cette crise, j'en ai peur, pourrait être la crise de trop ! En 1991-92, en 2001-2002, lors de conflits longs mais nécessaires, le pays a pris un retard considérable. En cette année 2009, l'écart se creuse et la crise se prolonge. Elle se paiera plus cher encore. Madagascar souffre. Les photos de mes amis en étaient la preuve et j'ai constaté en sillonnant l'île que le mal était plus profond que ça ! Alors, oui, osons ce mot : ne serait-ce pas la crise de trop, celle dont le pays ne se relèvera pas ? Les économistes vous le diront, il est un point de non-retour dont nul pays ne revient. La Somalie, le Congo, Haïti se sont enfoncés sous ce cap. Le désordre politique et le niveau de sous-développement qui y règnent enlève tout espoir de renouveau. Que Madagascar ne connaisse pas cette irréversible échéance !!!

Le 24 septembre dernier, vous avez été invité à New York pour l'Assemblée Générale des Nations Unies. Sous la pression des États membres de la Communauté de Développement d'Afrique Australe, on ne vous a pas laissé vous exprimer. Sans doute voulait-on vous rappeler que l'ONU est, au moins officiellement, le symbole et le garant de la démocratie. Pensez-vous pouvoir diriger la Grande Ile sans l'appui de la communauté internationale ? Êtes-vous naïf ? Pour défier durablement le G8, le G20 ou les « Grandes puissances » qui dirigent les institutions internationales, il faut avoir du pétrole, des alliés puissants ou être un authentique dictateur ! Saddam Hussein, Hugo Chavez, les généraux birmans, Kim Il-Sung et Kim Jong-il, Omar el-Béchir, Kadhafi ont pu ou peuvent se permettre de telles bravades. Je suis désolé mais vous ne disposez pas des mêmes moyens de pression !

Voudriez-vous en outre leur ressembler ? La Corée du Nord, le Soudan, le Myanmar sont des dénis de justice et vous avez, je l'espère, d'autres ambitions pour Madagascar !

Quel intérêt aurait en outre le pays de se couper un peu plus du reste du monde ? L'isolement conduit à la solitude, Madagascar en a fait l'expérience sous la deuxième République. Si les diktats de la mondialisation doivent être compris, modérés, adaptés au pays, il ne faudrait pas rejeter en bloc l'apport de marchés lointains. À vous de vous assurer que le pays y gagnera plus qu'il n'y perdra !

Qu'en était-il par exemple du contrat liant Daewoo et l'Etat malgache ? Était-il aussi préjudiciable pour le pays que vous l'avez dit il y a un an ? Moyennant des contreparties très strictes, n'était-il pas acceptable ? Nul doute que les terres convoitées serviraient mieux la « souveraineté alimentaire » des malgaches mais qu'avez-vous fait pour l'instant dans ce domaine ? N'y avait-il rien de bon dans la réforme foncière mise en place par votre prédécesseur en 2005 ? Et qu'en est-il de l'installation du groupe indien Varun dans le nord ouest ? Pourquoi un débat calme et objectif n'est-il pas proposé sur ces sujets ? Vous ne pouvez gérer ce problème seulement en diabolisant les investisseurs étrangers qui ne seraient là que pour « voler » la « terre des ancêtres ». Cette terre, ne faut-il pas la valoriser tout en préservant les intérêts de la paysannerie malgache ? M. Olivier de Shutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation, incitait encore récemment les dirigeants africains à imposer des conditions draconiennes aux investisseurs étrangers. Ce pourrait être l'obligation de développer des infrastructures ou celle de réserver la moitié des récoltes aux marchés locaux. Moyennant contreparties, ces contrats sont peut-être bien acceptables, non ?

Il faut en finir avec l'angélisme patriotique qui pousse certains à penser et à dire que le pays est très riche, que son sous-sol regorge de pétrole ou de diamants et que ses terres arables sont exceptionnelles. Faux ! Cette terre des ancêtres, « ny tanin'ny razana » ne peut suffire à nourrir tous les malgaches. Vous le savez ! Autant donc le dire à vos concitoyens !

Je parcours ce pays chaque année depuis 20 ans, notamment pour les émissions « Faut Pas Rêver » et Thalassa. J'y ai réalisé plus de quarante films, plus ou moins bons, plus ou moins justes. Je l'ai fait car j'aime cette terre et ses habitants mais je sais qu'aucun miracle ne s'y produira. Ni vous ni aucun autre ne résoudrez les problèmes de la Grande Ile en quelques mois ou même en quelques années. Cela aussi, vous le savez. N'ayez pas peur de le dire aux malgaches. Vous leur devez la vérité et ils sauront accepter votre franchise. Laissez la démagogie aux politiciens et faites de la politique autrement. Ou plutôt, ne faites même pas de politique, agissez seulement !

Non, le pays n'est pas riche et ses ressources s'amenuisent ! Travaillant pour Thalassa, j'ai vu par exemple s'épuiser les réserves halieutiques du pays. En 1995, l'ouest de l'Océan Indien constituait une des plus grandes réserves de poissons et de crevettes de la planète. Ce n'est plus le cas.

Certains ont si mal géré la pêche à Madagascar qu'il est aujourd'hui difficile de trouver poissons ou crevettes jusque dans des baies isolées de la côte-Ouest. En favorisant exagérément la pêche traditionnelle, en fermant les yeux sur différents trafics, en pénalisant la pêche professionnelle, les divers gouvernements malgaches et des opérateurs peu scrupuleux ont mis en danger cette réserve qui était l'une des véritables richesses de l'île. La pêche industrielle, elle, avait pourtant pris conscience de l'épuisement des ressources et créé en 15 ans de très belles fermes d'aquaculture. On y produit la meilleure crevette du monde.

Hélas, la concurrence inégale des fermes d'élevage asiatiques ou sud-américaines lui font aujourd'hui des misères. Les trafics d'ailerons de requins et de « dinga-dinga », au bénéfice des chinois, souffrent de la même ineptie.

Aujourd'hui, certains trafiquent le bois de rose, les pierres ou la vanille. Ils le font pour leur seul profit et non pour le bien du pays. Que cessent ces trafics !

Peu avant les fêtes de fin d'année, je suis rentré d'un séjour d'un mois à Madagascar. J'y ai vu mes amis. Les photos ne mentaient pas, ils sont bien plus maigres encore, ils sont bien plus tristes que je ne le voudrais. Leur tristesse est la mienne. A Tana, en province, tous m'ont dit en substance : *« c'est foutu ! Cette crise là est trop dure, le pays ne s'en sortira pas ! »*. Ils ont souvent ajouté : *« les politiciens se moquent de nous, ils ne pensent qu'à eux et se disputent seulement pour se partager le gâteau ! »*.

Oui, Andry, sachez-le, la plupart de ceux que j'ai rencontrés ne vous soutiennent pas, pas plus qu'ils ne soutiennent vos adversaires. Ils sont d'origine sakalava, merina, betsimisaraka, betsileo, antankarana ou antandroy mais ils sont solidaires dans leur misère et ils ne vous font plus confiance ! Ils ne croient plus aucun d'entre vous. Simples commerçants, pêcheurs ou paysans, ils semblent bien avoir compris que cette crise est la plus grave que le pays ait connue.

Oui, ils n'entendent rien à l'économie mais ils savent, eux, que le temps joue contre Madagascar, que chaque journée supplémentaire de cette épreuve se paiera au centuple ! Andry, tâchez donc d'y mettre fin !

Le pays est déjà dans une situation économique très difficile, peut-être, disent les plus pessimistes, n'a-t-il même aucun avenir... il n'a en tout cas nul besoin de connaître à nouveau les heures sombres de l'affrontement et de la division.

L'accord signé le 09 août à Maputo avait bel et bien fait naître un fol espoir. Pensez-donc, après des mois de crise, les 3 anciens présidents et vous même étiez réunis pour discuter les conditions d'un gouvernement de transition ! Quelle chance pour le pays, quelle tour de force. C'eût été une leçon pour le monde entier et les garanties d'un avenir apaisé.

Cette réunion, vous ne l'aviez pas voulue mais vous en acceptiez le principe et les trois ténors avaient fait de même. Quelle heureuse nouvelle : MM. **Ratsiraka, Zafy, Ravalomanana** et **Rajoelina** réunis pour réfléchir et œuvrer ensemble à l'avenir de Madagascar. Le « fihavanana » l'emportait sur la discorde et les intérêts personnels. Une page était tournée. Et le 8 novembre, un accord avait bien été conclu sur la constitution d'un gouvernement d'union nationale après dix mois de tensions politiques. C'en était fini de cette crise ! Bravo à tous les participants !

Hélas, ces accords ont fait long feu et c'est vous notamment, Andry, qui ne les avez pas respectés. Maîtres politiciens, vos adversaires vous ont sans doute poussé à bout mais à plusieurs reprises, vous avez montré que vous ne vouliez pas partager le pouvoir.

Il y a tout juste un an, vous étiez entré dans la partie de poker qu'est la politique malgache. Vous vous êtes glissé à la table de jeu, un peu brutalement et aujourd'hui vous tentez d'en modifier les règles. Vos partenaires ne sont pas des enfants de cœur, je vous le concède. Chacun d'eux est même certainement responsable de la dérive qui touche ce pays depuis plus de trente ans.

Le premier d'entre eux, l'amiral **Didier RATSIRAKA**, est même, tout le monde le pense, le principal fautif. C'est bien sous son règne que le pays s'est enfoncé, que l'île s'est isolée un peu plus du reste du monde et que les rêves de chacun se sont brisés. Il est donc assez surprenant de le voir aujourd'hui à la table des négociations. On se dit que l'Histoire l'a déjà jugé et qu'à deux reprises au moins, le peuple malgache l'a désavoué. Que fait-il donc là ? Comment Madagascar pourrait s'en sortir en convoquant à son chevet celui qui est responsable d'une grande partie de ses maux ?

L'homme a peut-être changé ? Passée la folie du mégalomane, peut-être a-t-il atteint l'âge de raison ? Si c'est le cas, oui, l'amiral est alors à sa place et son expertise peut être salutaire. Peut-être connaît-il l'antidote de son propre poison ? Si c'est le cas... qu'il en fasse usage ! Qu'il œuvre pour l'unité, contre la corruption et mette son intelligence et ses contacts internationaux au service du pays. Si telle n'est pas sa motivation, qu'il se retire du jeu !

Quel peut être l'apport d'**Albert ZAFY** dans cette histoire ? Le médecin qui s'était égaré en politique fait aujourd'hui figure de vieux sage, à la tête de son Comité de Réconciliation Nationale. Lui, du moins, n'est pas un autocrate. De cette « bande des quatre » qui, de Diego à Faux-Cap, est aujourd'hui vilipendée par la majorité des malgaches, il est en effet le seul qui a toujours accepté les règles de la démocratie. Elles l'ont conduit au pouvoir avant de l'en chasser mais il les a toujours respectées. (Lorsqu'en juin 1996, il nomma lui-même le premier ministre, il ne faisait que plaider pour un régime présidentiel au détriment du régime parlementaire, très préjudiciable pour le pays).

Qu'en est-il de **Marc Ravalomanana**, votre « ennemi juré » ? Est-il si différent de vous ? Vos parcours en politique sont si proches que l'on peut en douter. Business, mairie de Tana, opposition directe au Président en exercice avant une arrivée au pouvoir fracassante... vous possédez en apparence la même énergie, vous faites preuve de la même impatience, et, je l'espère, du même engagement sincère pour le bien du pays.

C'est d'ailleurs troublant de constater qu'à à 8 ans d'intervalle, vous avez utilisé presque les mêmes méthodes et avez eu quasiment les mêmes mots pour justifier votre ascension. Ni l'un ni l'autre n'avez été élus dans les règles en 2001 et en 2009. Tous les deux, vous vous êtes affranchis des préceptes de la République pour déclarer avec force que le peuple malgache était derrière vous. Entendons-nous bien, je ne dis pas que vous avez commis un coup d'état, je ne vous juge même pas en écrivant cela. Je constate seulement que l'un et l'autre n'avez pas attendu le déroulement normal des échéances électorales pour prendre le pouvoir en 2001 puis en 2009. Si vos méthodes et vos conceptions respectives de la politique sont bien les mêmes, je gage que vous parviendrez à vous entendre !

Sur « Marc », depuis 2001, j'ai tout lu et tout entendu, le pire comme le meilleur. « *Il a fait tant de choses* » disent les uns... mais « *il a tant magouillé* », répondent les autres. La vérité est certainement entre ces deux appréciations. Il est si difficile, dans ce pays, de faire la part des choses, de démêler le vrai du faux, de distinguer l'information juste de la rumeur...

Dans l'île, on dit tout et son contraire sur tous les camps en présence. On dit que vous rouliez pour l'amiral au début de la crise, que la France vous soutient ou vous tolère car elle ne pourrait supporter le retour de « Marc » au pouvoir. On dit tant de choses idiotes et inutiles qui nous éloignent de l'objectif : améliorer la situation des malgaches.

Peu avant les fêtes de fin d'année, vous avez choisi un ex-militaire comme premier ministre. Il y a quelques années, j'ai croisé cet homme lors d'une soirée à Tuléar. Le colonel Camille Vital ne m'était pas seulement apparu sympathique, il semblait être très rigoureux et sincèrement préoccupé par le développement de son pays (il semble l'avoir montré dans un très récent discours). Un militaire de cette trempe, un homme de devoir peut rendre de sacrés services au pays, c'est incontestable. Des officiers peuvent d'ailleurs participer au gouvernement mais Madagascar ne doit pas être soumis à un régime militaire.

Les images vous montrant entouré de soldats à l'arrière d'un pick-up ont pu laisser croire que vous prendriez cette option. J'espère qu'il n'en est rien.

Il y a quelques jours, votre gouvernement a ordonné l'arrestation d'un journaliste et du directeur d'une radio. Il y a tout juste un an, je vous le rappelle, vous appeliez les malgaches à manifester pour que votre propre chaîne de télé puisse continuer à émettre.

Vous étiez alors dans votre droit et votre appel à la liberté de la presse était légitime. Aujourd'hui, vous mettez des journalistes en prison ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Votre conception de la démocratie est à géométrie variable ? Et moi qui vous écris ces lignes, me ferez-vous arrêter lorsque je débarquerai bientôt à Ivato ? Andry, quels sont vos projets pour Madagascar ? Comptez-vous donner à manger à tous les malgaches ou bien pensez-vous instaurer un parti unique, mettre les opposants en prison et faire ériger votre statue sur Analakely ? Vous serez peut-être Président bientôt mais est-ce que Madagascar sera encore une République ?

Vous semblez ne jamais faire marche arrière. Est-ce une qualité ? Ne serait-ce pas plutôt un péché de jeunesse et d'orgueil qui vous a conduit à une surenchère démente.

Vous êtes tous allés trop loin mais aucun d'entre vous, j'en suis certain, n'aurait voulu en arriver là. Que cette nouvelle année vous apporte donc les enseignements de la précédente ! Qu'elle soit celle de l'apaisement ! Tirez les leçons de vos erreurs et, encore une fois, ne pensez qu'à l'intérêt du pays !

Peut-être suis-je naïf car je pense, en effet, qu'une solution est possible, qu'il y a moyen de vous entendre, de mettre de côté les intérêts particuliers et d'œuvrer seulement pour le bien commun. Vous le pouvez en retournant à la table des négociations, en vous plaçant sous l'égide des instances internationales, en exigeant de chacun des autres la même intégrité. Et, Andry, si vous n'êtes pas le seul maître du jeu, en respectant ses règles, vous pourrez néanmoins obtenir la victoire ! Non pas la votre qui importe peu mais celle de tous les malgaches !

Une dernière chose... je suis français et je vis en France. Certains, ici ou dans l'île, diront qu'un vazaha de la Sarkozie n'a pas à se mêler de la crise malgache. Ils diront que je m'occupe de ce qui ne me regarde pas. Trop facile ! Tous les avis comptent ! Je ne parle qu'en mon nom, je n'ai pas d'intérêt dans le pays, je n'y ai que des amis et je crois, moi, que tout ceux qui aiment et connaissent assez Madagascar ont le droit d'avoir une opinion sur la question. Si nous pouvons aider au règlement de cette crise en conseillant ou critiquant ceux qui en ont la charge, qui pourrait nous le reprocher ?

Très respectueusement

Régis MICHEL

Journaliste - Réalisateur TV (« Faut Pas Rêver » et Thalassa)

regis@pacificoprod.com
(www.pacificoprod.com)